

Elon Musk, libertarien à géométrie variable

Le futur ministre de Trump est le piètre représentant d'une idéologie méconnue, mais qui gagnerait à être découverte en France, au-delà des caricatures.



Publié le 28/11/2024 à 07h30

Elon Musk, le [futur ministre de l'Efficacité gouvernementale](#) aux côtés de l'[entrepreneur Vivek Ramaswamy](#), ne fait pas mystère de son adhésion aux préceptes de la philosophie libertarienne. Très récemment, il a par exemple partagé sur son compte X une vidéo de l'économiste Milton Friedman, sobrement commentée « Milton Friedman was the best ».

Le 20 novembre, dans une tribune dans le *Wall Street Journal*, il s'est également livré à un véritable réquisitoire contre la bureaucratie et la mauvaise utilisation de l'argent public, et a assumé sa volonté de réduire drastiquement la taille du gouvernement fédéral.

Si l'élection de Javier Milei, en Argentine, a permis de mettre un [coup de projecteur sur le libertarianisme](#), ce courant de pensée est encore très méconnu en France. Pour beaucoup, il est perçu comme une de ces curiosités appartenant au folklore des États-Unis. Ainsi, il est de bon ton de présenter Musk comme un « libertarien extrême, limite fêlé », comme l'a récemment fait François Lenglet dans un édito sur RTL.

Certes, rien de nouveau à ce que la France regarde avec mépris et supériorité une Amérique qu'elle juge vulgaire, inculte, arrogante et superficielle. Il reste que les urnes ont parlé, et que ce sont bien ces personnages sulfureux qui vont présider au destin de la première puissance mondiale. Pour comprendre ce qui se joue de l'autre côté de l'Atlantique, il faut un instant faire tomber nos œillères francophones et prendre au sérieux les idées qui semblent les animer.

« Archipel »

La pensée libertarienne, pur produit de la culture politique américaine, éclôt lentement au début des années 1950 dans le sillon de la Old Right, un courant du conservatisme américain, isolationniste et [opposé à l'interventionnisme économique du New Deal](#). Des suites d'une scission avec la branche la plus conservatrice du mouvement, les libertariens engagent, à partir de 1965, une brève alliance avec la gauche radicale pacifiste, avant de prendre leur indépendance dans les années 1970.

Dès ses débuts, le libertarianisme se présente comme une utopie. Pour répondre à la crise du libéralisme, qu'il juge trop conservateur et qui lui apparaît comme l'idéologie des élites dominantes et du statu quo, le libertarianisme se propose d'en affirmer une version jusqu'au-boutiste, radicale et subversive. Mais à la différence de l'utopie socialiste, qui ambitionne d'accomplir une fin jugée objectivement meilleure pour tous, il se veut un « canevas d'utopies », pour reprendre les mots du philosophe libertarien Robert Nozick. Les libertariens ne proposent pas un idéal universel qui s'impose à tous, mais plutôt un cadre dans lequel chaque individu, chaque communauté, aurait la liberté de réaliser une société selon sa propre conception du bien.

Ainsi, Nozick écrit que ce cadre « est compatible avec la réalisation de presque toutes les visions utopiques particulières, bien qu'il ne garantisse pas la réalisation ou le triomphe universel d'une vision utopiste

particulière ». Pour Sébastien Caré, maître de conférences à l'université de Rennes et auteur d'une thèse sur la pensée libertarienne, cette dernière « s'articule autour de trois principes : la défense des libertés économiques, l'individualisme et l'isolationnisme », sur le plan géopolitique. Pour ce faire, les libertariens s'inscrivent dans l'héritage des Pères fondateurs, et poussent la méfiance à l'égard de l'État à son paroxysme. Cet antiétatisme est un héritage direct de l'influence de l'anarchisme individualiste du XIX^e siècle. Benjamin Tucker considérait par exemple que l'autorité du gouvernement « reste impure » et qu'elle « ne peut avoir de droit absolu sur ma personne et ma propriété, sinon celui que je concède ».

Aux yeux des libertariens donc, l'État apparaît non pas comme un instrument pacifique garantissant la liberté et l'égalité, mais comme l'outil privilégié de l'imposition d'une conception – forcément subjective et arbitraire – de la vie bonne à l'ensemble des individus, qu'ils y adhèrent ou non. Seul un État minimal leur apparaît comme légitime. Il reste que, derrière ces principes unificateurs, il y a presque autant de libertarianismes que de libertariens. Dans sa thèse, Sébastien Caré parle même d'un « archipel », tant il existe de grandes différences entre ses différentes tendances, de l'utopie anarchiste de Murray Rothbard, qui réclame l'abolition de l'État, au minarchisme de Robert Nozick, qui consent à l'appareil étatique une légitimité limitée, en passant par les « *bleeding heart libertarians* » tel John Tomasi, qui penchent plus à gauche et se montrent plus sensibles à la question de la justice sociale.

« Passager clandestin »

Mais revenons à Musk. Est-il [un libertarien que le logiciel politique français a du mal à appréhender dans toute sa complexité](#), ou simplement un démagogue populiste ? Pour Sébastien Caré, le doute est permis : « Je ne suis pas certain qu'il ait lu les grands auteurs du libertarianisme... Contrairement à Peter Thiel ou à Javier Milei, il ne m'apparaît pas comme quelqu'un de très idéologiquement structuré, il prend les idées qui l'arrangent. Être libertarien, ça n'est pas simplement critiquer l'État lorsque son retrait vous arrange. »

De fait, le libertarianisme de Musk est à géométrie variable. Celui qui doit une partie de sa fortune à de l'achat public et à des aides gouvernementales prend parfois des positions qui n'ont pas grand-chose à voir avec la pensée libertarienne. Pour ne citer qu'un exemple, sa promotion d'une politique migratoire ferme, ou le fait qu'il ne s'oppose pas vivement au protectionnisme commercial prôné par Trump sont on ne peut plus opposés à l'idéal libertarien d'un monde sans frontières, où les hommes, les marchandises et les capitaux pourraient circuler le plus librement possible.

Par-delà ces contradictions, un autre point intrigue. Son libertarianisme est-il compatible avec son style provocateur, populiste et complotiste ? À l'instar de Donald Trump, il partage régulièrement de fausses informations. Au sujet des élections par exemple, en déclarant que des migrants illégaux votent aux élections fédérales, dans l'objectif de favoriser le camp démocrate. Rien, dans la philosophie libertarienne, n'apparaît de prime abord comme faisant la part belle aux théories conspirationnistes ou aux faits alternatifs. Pourtant, le fait qu'elle attire des profils similaires à celui de Musk n'a rien d'une nouveauté. En raison de sa dimension subversive et sa radicalité, elle entraîne inévitablement dans son giron des antisystèmes de tout bord, dont des complotistes. Loin d'être des libéraux convaincus biberonnés à l'anarchisme individualiste, ces derniers sont séduits par un antiétatisme dans lequel ils voient surtout une critique du système et qui vient nourrir leur haine des élites. Sur ce plan, l'hostilité d'Elon Musk à l'égard de l'intelligentsia de gauche, urbaine, woke et démocrate correspond totalement à ce genre de profil.

Ainsi, si Musk n'est pas un libertarien cohérent et intellectuellement structuré, il fait partie de ces « passagers clandestins » d'un mouvement qui, par son utopisme et sa radicalité, emporte avec lui des gens dont la défense de la liberté individuelle n'est pas la préoccupation première. Les libertariens portent assurément une part de responsabilité, notamment par leur incapacité et leur manque de volonté de se distancier et de condamner ce type de discours. On pense par exemple à la tolérance dont font preuve certains libertariens à l'égard des théories climatosceptiques, ou encore aux positions douteuses sur la question des vaccins lors de la crise du Covid.

Détournement

Toutefois, ce serait une erreur de résumer la pensée libertarienne à ce genre de caricature. Pour Sébastien Caré, « les personnages comme Elon Musk détournent l'attention. Il y a des libertariens sérieux, qui travaillent pour le CATO Institute (think-tank libertarien) ou pour l'administration, et qui ont plus d'influence que les gesticulations d'un Musk ». Ce détournement est doublement dommageable. D'abord, parce qu'en résumant Musk, et le trumpisme plus généralement, à ses outrances, on se soustrait à la nécessaire analyse des bouleversements qui agitent la démocratie américaine, et qui demandent de prendre ses différents protagonistes au sérieux. Ensuite, parce qu'il nous fait passer à côté d'une compréhension juste et nuancée de la philosophie libertarienne, qui pourrait se révéler utile à l'heure où la crise de la démocratie sévit.

Certes, la pensée libertarienne souffre des maux qui affligent toutes les utopies : elle se révèle incapable de tenir ses promesses et ne survivrait pas à l'épreuve du réel. Dans l'application, l'utopie libertarienne aurait toutes les chances d'accoucher un monde opposé en tout point à ce que décrit la théorie. Ces limites et critiques sont bien résumées par Sébastien Caré dans son ouvrage *La Pensée libertarienne, genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale* (PUF). Mais ce dernier ajoute qu'une « critique rigoureuse du libertarianisme exige davantage que la simple caricature selon laquelle il ne souhaiterait pour l'homme qu'une liberté purement formelle, et se moquait comme d'une guigne des conditions matérielles lui permettant de l'exercer et d'accéder à une véritable autonomie ». « La valeur de l'utopie libertarienne, écrit encore Sébastien Caré, est essentiellement négative, et s'éprouve dans la fonction critique que [Paul Ricœur](#) assignait à toute doctrine utopique. » La principale vertu de la philosophie libertarienne est de poser la question des limites du pouvoir de l'appareil étatique, alors que la logique inhérente à la social-démocratie pousse à l'extension indéfinie de son champ d'action.

Défense de l'individu

Cette dynamique, dont la démocratie française est un cas d'école, tend à faire perdre toute légitimité à cette question pourtant vitale. Dans ce cadre, la manière dont les libertariens interrogent constamment les liens entre l'individu et la collectivité est salutaire. Mieux encore, ils révèlent les limites du contrat social comme seul garant des libertés individuelles. Ils montrent à quel point le pouvoir de coercition de l'État, bien qu'il soit légitimé par les théories contractualistes qui présupposent le consentement du citoyen, n'a rien d'anodin. Par sa capacité à lever l'impôt, par le monopole de la violence légitime, l'État possède des pouvoirs sur l'individu qui ne peuvent être considérés comme neutres ou inoffensifs.

En France, pays du colbertisme, où l'État est perçu comme l'instrument de la justice sociale et de la quête égalitaire, ces rappels n'ont rien d'une lapalissade. Le triste spectacle offert par les discussions budgétaires des dernières semaines en est une nouvelle preuve. La légèreté avec laquelle certains députés ont proposé, en dépit de tout sens des responsabilités et parfois par pur clientélisme électoral, des hausses de la fiscalité et de nouvelles dépenses publiques, montrent à quel point [le rapport entre citoyens et État est dangereusement inversé](#). C'est pour et par les individus, qui forment le contribuable, cette oie dont il « faut obtenir le maximum de plumes avec le minimum de cris », que l'État tient sa légitimité. C'est cette évidence trop souvent oubliée que la pensée libertarienne ressuscite en mettant les théories contractualistes face à leurs limites. Parce qu'elle part du principe selon lequel les individus sont irréductiblement singuliers, la philosophie libertarienne conclut à la relativité des formes d'existences de la vie bonne. Contre l'esprit du temps, qui fait la part belle au « collectif » et privilégie le « nous » au « je », elle fait de la défense de l'individu et de ses libertés l'objectif ultime de sa philosophie politique, et martèle qu'en démocratie libérale, les intérêts des individus ne doivent jamais être sacrifiés à ceux de la collectivité. Une idée essentielle que les outrances d'un Musk, piètre représentant de la famille libertarienne, ne doivent pas occulter.

**Baptiste Gauthey est doctorant en histoire contemporaine et prépare une thèse sur l'histoire du libéralisme français au XX^e siècle.*